

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

---

DIRECTION DES ARCHIVES  
DÉPARTEMENT DES PUBLICS

## **ARCHIVES ORALES**

INVENTAIRE ANALYTIQUE

**AO 1**

**RENÉ MASSIGLI**  
**AMBASSADEUR DE FRANCE**

PARIS 2021

## CONDITIONS DE COMMUNICATION

Les entretiens accordés par les personnalités qui ont, à un titre ou à un autre, pris part à la politique étrangère de la France, sont réalisés et conservés par la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères qui, toutefois, n'en est que le dépositaire.

Juridiquement, les "archives orales" sont, en effet, des archives privées. Aussi, comme le stipule le Code du patrimoine : "Lorsque l'Etat et les collectivités territoriales reçoivent des archives privées à titre de don, de legs, de cession, de dépôt révocable ou de dation [...], les administrations dépositaires sont tenues de respecter les conditions auxquelles la conservation et la communication de ces archives peuvent être soumises à la demande des propriétaires" (L213-6). Le décret n° 80-975 du 1<sup>er</sup> décembre 1980 relatif aux archives du ministère des Affaires étrangères précise que "la communication des archives [privées conservées par lui] s'opère dans les conditions fixées par l'acte de transfert au ministère des Affaires étrangères. Il ne peut être apporté de modification à ces conditions sans l'accord préalable des intéressés" (titre II, art. 9).

Par ailleurs, les archives orales, en tant qu'œuvres de l'esprit, sont soumises à la législation sur le droit d'auteur. Leur publication intégrale est en conséquence subordonnée à l'autorisation écrite du témoin-déposant ou de ses ayants-droit.

Les conditions de communication, entièrement déterminées par les déposants, sont les suivantes :

**Consultation sans réserve** Le chercheur a librement accès au document qu'il peut écouter dans son intégralité.

**Consultation avec autorisation écrite** Le chercheur n'a accès au document qu'après avoir produit une autorisation écrite du déposant ou de ses ayants-droit.

**Consultation partielle** Le chercheur ne peut consulter que certaines parties du document, non réservées.

**Consultation réservée** La consultation des documents ne sera possible qu'à l'expiration du délai fixé par le déposant.

### NOTA BENE

Etant donné la complexité des conditions de communication fixées par les déposants, le tableau suivant n'est donné qu'à titre indicatif. Aussi, les chercheurs désireux de consulter ces documents voudront bien se mettre en rapport avec les conservateurs en charge des archives orales pour obtenir de plus amples précisions.

## AO 1. — René MASSIGLI, ambassadeur de France

### Notice biographique

Né le 22 mars 1888, décédé le 3 février 1988.

**Formation.** — Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé d'histoire et de géographie, membre de l'Ecole française de Rome (1903-1910).

**Carrière.** — Chargé de cours à la faculté des Lettres de Lille, 1913-1914 ; attaché au secrétariat de la Conférence de la Paix, mai 1919 ; secrétaire de la Conférence des Ambassadeurs, 16 janvier 1920 ; secrétaire général adjoint de la délégation française à la Conférence de Washington, 12 novembre 1921 ; secrétaire général de la délégation française à la Conférence de Gênes, avril- mai 1922 ; membre de la délégation française à la conférence de La Haye, juillet 1922 ; secrétaire général de la Conférence de Lausanne, 20 novembre 1922-24 juillet 1923 ; maître des requêtes au Conseil d'Etat, 22 mai 1924 ; délégué à la Conférence franco-soviétique (section politique), 26 janvier 1926 ; membre de la commission pour la publication des documents relatifs aux origines de la guerre 1914-1918, 20 janvier 1928 ; ministre plénipotentiaire, chef du service français de la Société des Nations et placé hors cadre, 1928 ; membre de la délégation française à la conférence navale de Londres, 1930 ; à la conférence du désarmement, 1932 ; directeur adjoint des Affaires politiques, 1933 ; directeur des Affaires politiques, 1937-1938 ; ambassadeur en Turquie, 1939-1940 ; rejoint le général de Gaulle à Londres, 1943 ; commissaire aux Affaires étrangères du comité national français, 7 février 1943 ; commissaire aux Affaires étrangères du comité français de la Libération nationale, 7 juin 1943 ; ambassadeur en Grande-Bretagne, 1944 ; secrétaire général du Département, 1955-1956 ; élevé à la dignité d'ambassadeur de France, 1955 ; admis à faire valoir ses droits à la retraite, 1956 ; président français du groupement d'études du tunnel sous la Manche, 1957-1970 ; membre du conseil d'administration de l'Office de la radiodiffusion française, 1965-1971 ; commandeur de l'ordre de l'Empire britannique.

### 4 entretiens

**Communication** : sans réserve.

**Entretien n° 1 réalisé le jeudi 12 novembre 1981 au ministère des Affaires étrangères, 37 quai d'Orsay, à Paris, par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères, et Maurice Vaisse, professeur des Universités.**

### 1<sup>ère</sup> partie

[1] *Les relations Léger-Berthelot.* — La nomination d'A. Léger comme chef de cabinet de A. Briand grâce à P. Berthelot ; le début de l'opposition entre les deux hommes : les memoranda de A. Briand sur l'Europe en 1929 et 1930 ; rôle de P.

Claudé dans la rencontre P. Berthelot-A. Léger ; discussion sur l'authenticité de la lettre du 3 janvier 1917 publiée dans la N.R.F. (Nouvelle revue française) puis la Pléiade où A. Léger prédit la réussite du marxisme-léninisme en Chine ; importance de la Chine dans les relations entre P. Berthelot, P. Claudé, A. Léger ; P. Berthelot, A. Léger et l'affaire de la Banque industrielle de Chine.

[2] *Les accords de Locarno (15-16 octobre 1925)*. — Appréciation du rôle exact de A. Léger dans cette question ; rôle essentiel des juristes Henri Fromageot, Sir Cecil Hirst, Massimo Pelotti, Dr Gauss.

[3] *Le pacte Briand-Kellog*. — L'importance du rôle d'A. Léger dans cette affaire ; [4] son rôle auprès de A. Briand ; son ascension rapide.

[5] *La Société des nations (S.D.N.)*. — Le désintéret de P. Berthelot et A. Léger pour la S.D.N. ; l'entourage de A. Briand à Genève, rôle notamment de Peycelon ; rapports entre R. Massigli et la délégation française aux sessions de la S.D.N. ; attitude des hommes politiques français à l'égard de la S.D.N. : A. Briand, J. Paul-Boncour, L. Barthou ; la question du désarmement ; l'intéret du poste de chef de service de la S.D.N. occupé par R. Massigli.

[6] *L'affaire rhénane en 1936*. — Le discours d'Albert Sarraut ; attitude de A. Léger et du Quai d'Orsay ; l'alignement de la politique française sur la politique anglaise ; le rôle de la Cinquième colonne ; attitude de Pierre-Etienne Flandin et de Joseph Paul-Boncour ; considérations sur le rôle de la haute fonction publique.

[7] Rapports entre le service français de la S.D.N., les autres services du Quai d'Orsay et les postes diplomatiques.

## 2<sup>ème</sup> partie

[1] *Les accords de Munich*. — Le rôle de A. Léger ; note de R. Massigli à l'attention du ministre.

[2] *Les méthodes de travail d'A. Léger*. — Les liens avec les journalistes.

**Entretien n° 2 réalisé le vendredi 20 novembre 1981 au ministère des Affaires étrangères, 37 quai d'Orsay, à Paris, par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères, et Maurice Vaisse, professeur des Universités, en présence de Mesdames Michaud et Dupouey**

[1] *Ambassadeur en Turquie*. — Les causes et les circonstances de sa nomination, la raison pour laquelle il choisit Ankara plutôt que Varsovie.

[2] Position de A. Léger, de E. Daladier et d'une partie des officiers à l'égard de la politique de G. Bonnet.

[3] Réflexions sur le rôle des ambassadeurs et l'évolution de la diplomatie au XX<sup>e</sup> siècle.

[4] La conception de R. Massigli du rôle de la Turquie dans un éventuel conflit.

[5] L'affaire du Sandjak d'Alexandrette.

[6] L'état d'esprit du gouvernement français et des militaires en avril 1940.

[7] Le rôle de Joseph Avenol et d'André Ganem.

[8] Réactions de R. Massigli et du gouvernement français à l'annonce de la défaite.

[9] La question du sort de la Syrie.

- [10] Les relations franco-britanniques notamment après Mers-el-Kébir.
- [11] Portrait de l'amiral Darlan.
- [12] Jugement de R. Massigli sur le maréchal Pétain et P. Laval ; son analyse à l'époque de la politique de Pétain.
- [13] Sa conviction que l'Angleterre résisterait et que les Etats-Unis interviendraient.
- [14] Jugement sur l'entrée en guerre de l'Italie.
- [15] Comment R. Massigli a connu les appels du général de Gaulle à la résistance ; son interprétation jusqu'en 1942 de la politique du maréchal Pétain.
- [16] Contacts et réactions de R. Massigli après son retour en France.
- [17] Le rôle de Charles-Antoine Rochat.
- [18] *Son installation à Lyon (septembre 1940-mars 1942)*. — Son ralliement au général de Gaulle, sa correspondance avec A. Eden.
- [19] L'opposition de A. Léger au général de Gaulle et la France libre.
- [20] *Le départ pour Londres*. — Le récit de son voyage de Lyon à Londres ; les répercussions de son arrivée à Londres sur le statut international du général de Gaulle.

**Entretien n° 3 réalisé le vendredi 27 novembre 1981 au ministère des Affaires étrangères, 37 quai d'Orsay, à Paris, par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères, et Maurice Vaisse, professeur des Universités.**

- [1] *René Massigli commissaire aux Affaires étrangères*. — Courte période d'observation avant de prendre ses fonctions.
- [2] La constitution du commissariat aux Affaires étrangères.
- [3] Les rapports difficiles entre les Français Libres de la première heure et les diplomates ralliés, ainsi que entre les résistants de l'intérieur et ceux de Londres.
- [4] Le conflit de Gaulle-Giraud.
- [5] Le rôle de Jean Monnet.
- [6] La politique des Etats-Unis.
- [7] L'action de A. Léger pour contrer l'action du général de Gaulle ; ses ambitions.
- [8] Le fonctionnement du Comité français de Libération nationale.
- [9] Les relations de R. Massigli avec le général de Gaulle.
- [10] *René Massigli ambassadeur en Grande-Bretagne*. — Les raisons de son choix.
- [11] Réflexions sur la nécessité de l'entente franco-britannique.
- [12] L'amitié de R. Massigli avec A. Eden ; les relations entre A. Eden et Sir W.Churchill.
- [13] Les relations franco-soviétiques.
- [14] Le rôle de G. Bidault.

**Entretien n° 4 réalisé le vendredi 3 mars 1982 au ministère des Affaires étrangères, 37 quai d'Orsay, à Paris, par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères, et Maurice Vaisse, professeur des Universités.**

- [1] Alexis Léger : sa séduction, son ambition, son opposition à de Gaulle, sa contribution au mémorandum sur l'Europe.
- [2] *L'entre-deux guerres*. — La recherche des garanties de paix.
- [3] Les répercussions de la politique intérieure sur la politique extérieure.
- [4] La question du désarmement.
- [5] *La période de la guerre*. — Le procès Pucheu.
- [6] Anecdote sur le général Giraud.
- [7] Les rapports avec les Américains et notamment R. Murphy en Afrique du Nord.
- [8] Portrait et rôle de P. Viénot ; ses rapports avec le général de Gaulle.